



Bureau Intégré
des Nations Unies
en Haïti

Rapport du Secrétaire général

Bureau Intégré
des Nations Unies en Haïti

S/2026/31

Période de publication :

21 janvier 2026

Ce document non officiel a été conçu à partir du rapport du Secrétaire général soumis en application de la résolution 2785 (2025) du Conseil de sécurité. Par cette résolution, le Conseil a prorogé jusqu'au 31 janvier 2026 le mandat du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), conformément à la résolution 2476 (2019) ayant établi le BINUH. Il présente les principaux développements survenus depuis le dernier rapport, en date du 21 octobre 2025.

Évolution de la situation



23 décembre 2025

Publication du calendrier électoral,
premier tour le 30 août 2026,
second tour le 6 décembre 2026.

9 décembre 2025

Conférence à New York sur la
Génération de Forces en Haïti pour
la Force de répression des gangs.

29 octobre 2025

L'ouragan Melissa cause au moins
43 décès dans les départements du sud
et aggrave les besoins humanitaires.



Les acteurs nationaux doivent
collaborer de manière constructive
et sans délai afin de faire avancer
la transition.



Il est essentiel que **les autorités nationales**
élaborent des interventions proactives et ciblées
pour prévenir **le recrutement et l'utilisation**
d'enfants par les gangs.



Poursuite des activités pour promouvoir
la consultation interhaïtienne, réduire les
tensions politiques et maintenir l'accent sur
la sécurité et la préparation des élections.



Les Nations Unies prennent les mesures
nécessaires pour préparer le soutien
logistique et opérationnel à **la Force de**
répression des gangs.



La violence des gangs a des conséquences
particulièrement dévastatrices pour **les femmes**,
les enfants et les jeunes, et fragilise durablement
le tissu social du pays.



Le BINUH et l'équipe pays des
Nations Unies jouent un rôle crucial pour
appuyer **les priorités nationales et pour la**
coordination avec les autres partenaires.

VIOLENCE

Intensification dans les zones
URBAINES ET PÉRIURBAINES

Les bandes armées utilisent des
armes de gros calibre et mènent des
attaques coordonnées sur plusieurs
axes.

Entre le 1er octobre
ET LE 31 DECEMBRE

498 morts et 291 blessés dans des
opérations des forces de sécurité
(81% étaient des membres de
gang).

Entre le 1er septembre
ET LE 30 NOVEMBRE

449 cas de violences sexuelles; le viol
collectif est resté la violation prédomi-
nante (74% des cas).

Sécurité, état de droit et droits humains



Début le 17 novembre du recrutement de la 36ème promotion
de la PNH (entre 900 et 1 200 candidats).

En parallèle, 876 recrues de la 35ème promotion,
dont 156 femmes, ont poursuivi leur formation
initiale entamée le 7 octobre.

Objectif : augmenter les effectifs de police de
4 000 agents
d'ici le premier trimestre 2027.

Au 10 décembre, 7 447 prisonniers répartis
dans 13 établissements pénitentiaires
(taux d'occupation moyen : 306 %).

442 femmes
253 garçons
29 filles

82 % de la population carcérale en
détention provisoire prolongée.

Entre octobre et décembre, visites de travail dans les prisons:
Suivi et assistance à 88 enfants mineurs détenus.

Cap-Haïtien
Gonaïves
Hinche
Port-au-Prince

Justice et lutte contre l'impunité



Le 6 novembre, réunion du Comité de suivi de la
chaîne de justice pénale, rassemblant des
procureurs, des juges, des agents pénitentiaires
et des représentants du ministère de la Justice
et de la police nationale.



Le 11 décembre à Port-au-Prince et du 16 au 17
décembre au Cap-Haïtien, tables rondes
publiques sur le rôle des jeunes dans la lutte
contre l'impunité.



Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des deux
Pôles judiciaires spécialisés créées par décret en
avril 2025 pour traiter les affaires de violations
flagrantes des droits humains, de corruption et
de criminalité financière de grande ampleur.

Politique



DIALOGUE POLITIQUE

Echanges avec plus de 60 partis politiques, organisations de la société civile, groupes de femmes et de jeunes, organisations confessionnelles et associations de la diaspora, sur les enjeux de sécurité, de gouvernance et électoraux.

Rencontres avec les autorités, notamment lors de consultations les 30 octobre et 25 novembre, sur le renforcement des institutions de sécurité nationale, la promotion de la coopération interinstitutionnelle et la consolidation du consensus national sur la voie à suivre.



RÉDUCTION DE LA VIOLENCE
COMMUNAUTAIRE

Le 6 novembre, forum national sur l'engagement du secteur privé avec plus de 170 participants, dont des représentants des autorités nationales, des représentantes de femmes, des acteurs du secteur privé, des membres de la société civile et des partenaires internationaux.

Le 21 novembre, réunion pour la première fois de 223 chefs religieux, dont 52 femmes, afin de réfléchir à leur rôle dans la prévention des conflits et la réintégration.



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Audit social : visites de suivi dans les départements du Nord (161 organisations et communautés locales soutenues dans huit départements).

Formation sur les principes des droits humains et l'usage de la force (44 officiers de la PNH) ; sur les enquêtes et la gestion des données sur les violences sexuelles (58 enquêteurs et chefs d'unité issus de sept départements).

Atelier à Gonaïves avec 46 participants, dont des magistrats, des représentants des autorités locales et des membres de la société civile, sur les mécanismes endogènes de résolution des conflits fonciers.

UNSOH (Bureau d'Appui des Nations Unies en Haïti - BANUH)

Mission d'évaluation technique du
23 au 31 octobre 2025.

Organisation de réunions avec la Force de répression des gangs les 30 octobre et 4 décembre, sur le partage d'informations et la coordination.

Session de formation de formateurs aux instructeurs de la FRG sur les approches participatives en matière de droits humains et d'application de la loi.

69 % du personnel de la FRG a suivi la formation relative aux droits humains.

Situation humanitaire

48,7 % de la population vit avec moins de 3 dollars par jour.

5,7 millions de personnes en insécurité alimentaire.

1,4 million de déplacés soit 12% de la population haïtienne.

1,5 million d'enfants déscolarisés.

Seulement 10 % des établissements de santé sont pleinement opérationnels.

Au 31 décembre, 24,1 % des 908,2 millions de dollars nécessaires en 2025 avaient été financés.

